



Le pacte de stabilité et de croissance (PE 2827 no spécial)

Problèmes économiques
La Documentation française

3 €

Problèmes économiques

N° 2.827

15 octobre 2003

Le Pacte de stabilité et de croissance en débat

LE DISPOSITIF ACTUEL

La logique du pacte et ses insuffisances

Conjoncture – BNP – Paribas

Philippe d'Arvisenet

Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) précise les règles de la discipline budgétaire que doivent respecter les pays ayant adhéré à l'Union économique et monétaire. Son but est de prévenir tout déficit excessif dans la zone euro. Vu par ses défenseurs comme la clé de la réussite de l'euro, le PSC présente néanmoins certaines insuffisances, comme le caractère arbitraire des critères utilisés pour évaluer les politiques budgétaires. Par ailleurs, le PSC souffre d'une crédibilité discutable.

L'APPLICATION

France - Allemagne ou le douloureux respect du PSC

La Revue du Trésor

Philippe Marchat

Les premières tensions entre les Etats membres et l'administration bruxelloise à propos des règles du PSC sont apparues en 2002. Tout d'abord limité à deux petits pays – l'Irlande et le Portugal –, le conflit touche depuis 2003 essentiellement les deux plus grands Etats de la zone euro : l'Allemagne et la France dont les comptes publics ne sont, actuellement, plus conformes aux règles du PSC.

Les finances publiques espagnoles : illustration des vertus du PSC ?

La Lettre des études économiques – Natexis Banques populaires

Carol Hainaut

Au moment où certaines économies européennes rencontrent des difficultés considérables pour remplir les conditions du PSC, les finances publiques espagnoles donnent l'exemple d'une bonne conduite budgétaire. Si certains analystes voient dans ce cas la preuve des vertus du PSC, il faut également noter que depuis deux ans, l'Espagne dispose – grâce à l'euro et au PSC – d'un cadrage monétaire qui ne paraît guère adapté à son cycle économique.

Le PSC face au vieillissement de la population

Regards économiques

Bernard Delbecque

Le vieillissement de la population représente un défi considérable pour l'avenir des finances publiques. Les pays européens, particulièrement touchés par cette tendance, disposent cependant avec le Pacte de stabilité et de croissance d'un instrument destiné à jouer un rôle de garde-fou contre les dérapages budgétaires. De quelle manière le PSC peut-il contribuer à gérer le choc démographique ?

REFORMER LE PSC ?

L'utilité du PSC dans sa forme actuelle

Dresdner Wirtschafts Magazin

Armin Unterberg

Le PSC vise le maintien d'une politique budgétaire soutenable. Cette dernière étant un élément central de l'Union économique et monétaire, la question d'une réforme ou d'un assouplissement du PSC ne peut alors guère se poser. Par ailleurs, elle ne résoudrait pas les problèmes actuels des politiques économiques des pays membres et ne ferait qu'ouvrir la porte à des discussions sans fin, comme le montre, par exemple, l'absence de consensus sur la définition de la notion de « déficit structurel ».

Quelles règles pour quels objectifs ?

La Lettre du CEPII

Agnès Bénassy - Quéré

Malgré l'amendement 2003 du PSC qui laisse une place plus importante aux stabilisateurs automatiques, la question de l'adéquation des instruments de surveillance aux objectifs du PSC reste posée. Actuellement, un

critère – celui du déficit public limité à 3 % du PIB – doit servir deux objectifs : prévenir l'insolvabilité d'un pays participant à la zone euro et empêcher que la politique monétaire soit contrainte par la politique budgétaire. D'autres critères seraient-ils mieux adaptés pour réaliser les objectifs du PSC ?

Les voies possibles

La Revue de l'OFCE

Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak

Le débat sur la réforme du PSC est compliqué par le nombre et la diversité des propositions discutées. Tandis que certaines concernent l'adaptation des règles actuelles – comme le relèvement de la barre de 3 % ou la redéfinition de la notion de déficit structurel – d'autres visent l'introduction de nouvelles structures, comme celle d'une instance indépendante de surveillance ou d'un système de récompenses pour des politiques budgétaires saines.

Année d'édition : 2003 0 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028276 ISSN : 003269304